

par une preuve testimoniale même appuyée d'un commencement de preuve par écrit. (1) Suivant le sentiment unanime, le vœu de la loi qui exige le concours du mari à l'acte, est rempli, quand le mari y devient partie, soit seulement pour autoriser sa femme ou l'assister (le terme sacramentel n'étant jamais nécessaire) soit qu'il prenne part à son contrat. Sa seule présence ou sa seule signature à l'acte, constituerait son

“ il fut possible d'attacher d'avance une présomption légale d'autorisation exclusive de toute preuve contraire ; car tel est certainement l'effet du concours du mari dans l'acte. Mais ce n'est pas à dire que si le mari a connu, a toléré, a conseillé même l'acte passé par sa femme, on ne pourra pas déclarer en fait qu'il lui a donné son autorisation.”

“ Cette opinion me paraît fort sérieuse ; et pourtant j'hésite à la suivre, et je ne puis m'empêcher de croire qu'il serait à la fois plus conforme et au texte même, et aux intentions de la loi, de ne reconnaître l'autorisation expresse que dans un consentement par écrit, et l'autorisation tacite que dans le concours du mari dans l'acte. Voilà le texte en effet ; et il a pu vouloir sans solenniser précisément l'autorisation maritale, la soumettre du moins à un mode de preuve certain et précis, exclusif de tout autre.”

Duranton, No. 445 : “ Mais lorsque le consentement n'est pas donné par écrit, il faut du moins le concours du mari dans l'acte, de manière qu'il n'ait pu ignorer l'engagement de sa femme. C'est d'après ce principe que par arrêt du 2 février 1810, l'engagement d'une femme qui avait simplement mis au bas d'une lettre de change souscrite par son mari, ces mots : pour caution, a été déclaré nul. C'était en effet un autre acte que celui du mari, et qui pouvait fort bien avoir été consenti sans son autorisation.”

Boilleux : “ Si la femme se bornait à mentionner dans un acte, même sur un effet de commerce, à la suite de la signature du mari, qu'elle s'oblige conjointement avec lui, le concours n'existerait pas ; rien ne prouverait, en effet, que le mari a entendu donner son consentement ; il y aurait là deux actes, deux obligations distinctes : l'une valable, l'autre nulle.”

L'auteur ajoute : “ Le consentement tacite résulte des circonstances, notamment du concours du mari dans l'acte : mais sa seule présence ne suffirait pas s'il n'est censé concourir à l'acte que lorsqu'il figure comme partie ; ce que la loi exige c'est un concours prouvant le consentement.”

(1) Sur l'admission du témoignage verbal, Demolombe, Nos. 192 et 193, s'exprime ainsi : “ L'autorisation expresse pourrait-elle être verbale ?

“ Sur ce point on a enseigné l'affirmative : l'autorisation n'est autre chose que la manifestation du consentement du mari ; or, la manifestation du consentement n'est, en général, soumise à aucune forme particulière, si ce n'est dans certains cas déterminés par la loi ; donc le consentement